



COMMISSION  
EUROPÉENNE

Bruxelles, le 29.4.2025  
C(2025) 2480 final

## **RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) .../... DE LA COMMISSION**

**du 29.4.2025**

**complétant le règlement (UE) 2023/1114 du Parlement européen et du Conseil par des normes techniques de réglementation précisant les dispositifs, systèmes et procédures permettant de prévenir, de détecter et de signaler les abus de marché, les modèles à utiliser pour signaler les abus de marché présumés et les procédures de coordination entre les autorités compétentes en vue de la détection et de la répression des abus de marché comportant une dimension transfrontière**

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

## **EXPOSÉ DES MOTIFS**

### **1. CONTEXTE DE L'ACTE DÉLÉGUÉ**

Le règlement (UE) 2023/1114 du 31 mai 2023 concernant les marchés de crypto-actifs et modifiant les règlements (UE) n° 1093/2010 et (UE) n° 1095/2010 et les directives 2013/36/UE et (UE) 2019/1937 (ci-après le règlement «MiCA») a été publié au Journal officiel de l'Union européenne le 9 juin 2023 et est entré en vigueur le 29 juin 2023. Le règlement MiCA a commencé à s'appliquer le 30 juin 2024 pour ce qui est de ses titres III et IV, concernant respectivement les émetteurs de jetons se référant à un ou des actifs (ART, pour «asset-referenced tokens») et les émetteurs de jetons de monnaie électronique (EMT, pour «e-money tokens»), et il s'applique intégralement depuis le 30 décembre 2024.

Le règlement MiCA régit les émetteurs de crypto-actifs qui ne relèvent pas déjà d'autres actes relatifs aux services financiers, ainsi que les prestataires de services liés à ces crypto-actifs (prestataires de services sur crypto-actifs). Son objectif est de promouvoir une innovation sûre et durable, tout en parant aux risques que cette nouvelle catégorie d'actifs entraîne pour les consommateurs, l'intégrité du marché et la stabilité financière, mais aussi pour la transmission de la politique monétaire et la souveraineté monétaire.

L'article 92, paragraphe 1, du règlement MiCA impose aux personnes qui organisent ou exécutent à titre professionnel des transactions portant sur des crypto-actifs de disposer de dispositifs, de systèmes et de procédures efficaces pour prévenir et détecter les abus de marché. Ces personnes sont tenues de déclarer à l'autorité compétente toute suspicion raisonnable concernant un ordre ou une transaction ou d'autres aspects du fonctionnement de la technologie des registres distribués lorsque des circonstances pourraient indiquer qu'un abus de marché a été commis, est en train d'être commis ou est susceptible d'être commis.

En vertu de l'article 92, paragraphe 2, du règlement MiCA, l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF) a été chargée d'élaborer un projet de normes techniques de réglementation pour préciser davantage trois éléments liés: les dispositifs, systèmes et procédures appropriés pour permettre aux personnes de se conformer à l'obligation prévue à l'article 92, paragraphe 1, le modèle qui doit être utilisé par ces personnes et les procédures de coordination entre les autorités compétentes dans le cas de situations d'abus de marché comportant une dimension transfrontière.

L'article 92, paragraphe 2, du règlement MiCA habilite la Commission à compléter ledit règlement en adoptant des normes techniques de réglementation conformément aux articles 10 à 14 du règlement (UE) n° 1095/2010.

Le présent acte délégué doit être adopté sur le fondement de l'article 92, paragraphe 2, du règlement MiCA et de l'article 290 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

### **2. CONSULTATIONS AVANT L'ADOPTION DE L'ACTE**

L'AEMF a élaboré le projet de normes techniques de réglementation et a mené une consultation publique ouverte entre le 25 mars 2024 et le 25 juin 2024. Elle a reçu 29 réponses.

Dans un premier temps, l'AEMF a proposé de définir dans les normes techniques de réglementation les personnes qui organisent ou exécutent des transactions à titre professionnel, visées à l'article 92 du règlement MiCA. Les commentaires reçus sur la définition proposée ont été presque unanimement favorables à l'exclusion des mineurs et des validateurs du champ d'application de l'article 92 du règlement MiCA, principalement en

raison des spécificités du mode d'exécution des transactions dans la chaîne de blocs, qui sont regroupées dans un bloc et ajoutées à la chaîne de blocs, et en raison de l'évolution du rôle de ces acteurs; l'AEMF s'est déclarée globalement en accord avec ces observations. L'AEMF a finalement décidé de ne pas définir, dans les normes techniques de réglementation, les personnes qui organisent ou exécutent des transactions à titre professionnel car une définition positive de ces personnes serait relativement rigide, ce qui rendrait difficile d'apporter d'éventuelles modifications à cette notion si cela se révélait nécessaire à mesure que les autorités acquièrent de l'expérience dans la surveillance de ces marchés naissants.

En ce qui concerne les exigences relatives aux dispositifs, systèmes et procédures que les personnes qui organisent ou exécutent des transactions à titre professionnel doivent mettre en place, les réponses à la consultation reçues par l'AEMF étaient pour la plupart favorables. Toutefois, certaines parties prenantes ont demandé que certaines exigences soient davantage précisées afin de garantir la proportionnalité en ce qui concerne les petits acteurs. L'AEMF a estimé qu'il incombait à chaque personne qui organise ou exécute des transactions à titre professionnel de déterminer l'exhaustivité de ses propres dispositifs, systèmes et procédures en fonction de l'échelle, du volume et de la nature de ses propres activités. Toujours à propos de la proportionnalité, l'AEMF a reconnu que les petits acteurs du marché étaient susceptibles de disposer de ressources limitées pour mettre en place, en interne, leurs propres dispositifs, systèmes et procédures de prévention et de détection des abus de marché. C'est pourquoi le projet de normes techniques de réglementation permet l'externalisation de ces fonctions lorsque la charge économique que suppose la mise en place de ces dispositifs en interne est excessive, mais aussi pour d'autres raisons commerciales spécifiques.

Certaines parties prenantes ont fait part de leurs préoccupations quant à la capacité des personnes qui organisent ou exécutent des transactions à titre professionnel à surveiller «d'autres aspects du fonctionnement de la technologie des registres distribués», compte tenu du large éventail d'activités que cela est susceptible de recouvrir. L'AEMF a fait observer que cela découlait d'une exigence du règlement MICA, mais a précisé que le fait que les normes techniques de réglementation se concentrent sur les activités de négociation exercées par les personnes qui organisent ou exécutent des transactions à titre professionnel excluait un suivi continu du fonctionnement du mécanisme de consensus dans son ensemble, et limitait l'exigence de suivi aux seules transactions qui arrivent jusqu'à ces personnes. Cette logique s'applique aux prestataires de services sur crypto-actifs exploitant une plate-forme de négociation, ceux-ci étant des personnes qui organisent ou exécutent des transactions à titre professionnel. En réponse aux préoccupations de certaines parties prenantes quant au champ des transactions sur chaîne devant faire l'objet d'un suivi par les personnes qui organisent ou exécutent des transactions à titre professionnel, l'AEMF a précisé que, sur le plan réglementaire, il est attendu de ces personnes qu'elles surveillent les transactions sur chaîne relevant de leur activité, mais pas ce qui va au-delà.

### **3. ÉLÉMENTS JURIDIQUES DE L'ACTE DÉLÉGUÉ**

L'article 1<sup>er</sup> contient les définitions.

Les articles 2 et 3 précisent les exigences relatives aux dispositifs, systèmes et procédures établis par les personnes qui organisent ou exécutent des transactions à titre professionnel.

L'article 4 prévoit l'obligation pour les personnes qui organisent ou exécutent des transactions à titre professionnel d'organiser des formations pour le personnel participant aux mesures et procédures de lutte contre les abus de marché.

L'article 5 prévoit l'obligation de faire rapport aux autorités compétentes.

L'article 6 précise les délais de transmission des STOR et leur contenu.

Les articles 7 et 8 définissent les procédures de coordination entre les autorités compétentes en vue de la détection et de la répression des abus de marché.

L'article 9 fixe la date d'entrée en vigueur et la date d'application de l'acte délégué.

# RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) .../... DE LA COMMISSION

du 29.4.2025

**complétant le règlement (UE) 2023/1114 du Parlement européen et du Conseil par des normes techniques de réglementation précisant les dispositifs, systèmes et procédures permettant de prévenir, de détecter et de signaler les abus de marché, les modèles à utiliser pour signaler les abus de marché présumés et les procédures de coordination entre les autorités compétentes en vue de la détection et de la répression des abus de marché comportant une dimension transfrontière**

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2023/1114 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2023 sur les marchés de crypto-actifs, et modifiant les règlements (UE) n° 1093/2010 et (UE) n° 1095/2010 et les directives 2013/36/UE et (UE) 2019/1937<sup>1</sup>, et notamment son article 92, paragraphe 2, troisième alinéa,

considérant ce qui suit:

- (1) Des exigences doivent être établies en ce qui concerne les dispositifs, procédures et systèmes que les personnes qui organisent ou exécutent à titre professionnel des transactions portant sur des crypto-actifs doivent mettre en place pour la déclaration des ordres, des transactions et d'autres aspects du fonctionnement de la technologie des registres distribués (DLT), y compris le mécanisme de consensus, lorsque des circonstances pourraient indiquer qu'un abus de marché a été commis, est en train d'être commis ou est susceptible d'être commis. Ces exigences sont essentielles et devraient contribuer à la prévention et à la détection des abus de marché. Elles devraient également contribuer à faire en sorte que les signalements adressés aux autorités compétentes faisant état de soupçons raisonnables concernant des ordres, des transactions et d'autres aspects du fonctionnement de la technologie des registres distribués (STOR) soient pertinents, complets et utiles.
- (2) Afin de garantir l'efficacité de la prévention et de la détection des abus de marché, des systèmes appropriés devraient être mis en place pour surveiller les ordres, les transactions et d'autres aspects du fonctionnement de la DLT, en fonction de l'échelle, du volume et de la nature de l'activité de la personne qui organise ou exécute des transactions à titre professionnel. Ces systèmes devraient prévoir une analyse humaine effectuée par du personnel dûment formé, sur la base des informations objectives à la disposition de l'entité déclarante. L'entité ne devrait collecter des données à caractère personnel supplémentaires que pour garantir une analyse humaine appropriée. Afin de permettre une analyse plus approfondie des éventuelles opérations d'initiés, manipulations de marché ou tentatives d'opération d'initié ou de manipulation de marché, les systèmes de surveillance des abus de marché devraient être à même

---

<sup>1</sup> JO L 150 du 9.6.2023, p. 40.

d'émettre des alertes selon des paramètres prédéfinis. L'accès à ces alertes devrait être enregistré afin de garantir qu'elles ne sont utilisées que pour détecter les abus de marché. Il est probable que l'ensemble du processus nécessite un certain niveau d'automatisation.

- (3) Pour déterminer si les dispositifs, systèmes et procédures de prévention et de détection des abus de marché sont appropriés, il est nécessaire d'évaluer l'incidence que la personne qui exécute ou organise des transactions à titre professionnel est susceptible d'avoir sur le marché. Dans le cadre de cette évaluation, ces personnes devraient déterminer si elles occupent une position importante ou dominante sur un segment d'actifs du marché des crypto-actifs, auquel cas ces dispositifs, systèmes et procédures devraient être proportionnés à leur position.
- (4) La prévention et la détection des abus de marché nécessitent une surveillance continue de tous les ordres et toutes les transactions organisés ou exécutés par des personnes qui organisent ou exécutent des transactions à titre professionnel, que ces ordres et transactions soient exécutés dans le registre distribué («sur chaîne») ou en dehors du registre distribué («hors chaîne»), y compris les transferts de crypto-actifs vers ou depuis les comptes de clients d'un même prestataire de services sur crypto-actifs.
- (5) Afin de faciliter et de promouvoir une approche et des pratiques uniformes dans toute l'Union en matière de prévention, de détection et de répression des abus de marché, il est nécessaire d'établir des dispositions détaillées harmonisant le contenu, le modèle et le délai de déclaration des ordres et transactions suspects et autres aspects suspects du fonctionnement de la DLT.
- (6) Afin de partager les ressources, de mettre en place et de maintenir des systèmes de surveillance au niveau central et d'acquérir une expertise en matière de surveillance des ordres et des transactions suspects, les personnes qui organisent ou exécutent à titre professionnel des transactions portant sur des crypto-actifs devraient pouvoir déléguer la prévention et la détection de ces ordres, transactions et autres aspects du fonctionnement de la DLT au sein d'un groupe, ou déléguer l'analyse des données et l'émission d'alertes, sous réserve de conditions appropriées. Cette délégation ne devrait pas empêcher les autorités compétentes d'évaluer, à tout moment, si les dispositifs, systèmes et procédures mis en place par le délégataire des fonctions sont effectivement conformes à l'obligation de prévention et de détection des abus de marché. L'obligation de déclaration, ainsi que la responsabilité d'appliquer le présent règlement et l'article 92 du règlement (UE) 2023/1114, continuent d'incomber au délégateur.
- (7) Les prestataires de services sur crypto-actifs qui exploitent une plate-forme de négociation devraient avoir des règles de négociation appropriées qui contribuent à la prévention des abus de marché. Ces entités devraient également être dotées de dispositifs permettant de revoir («replay») le carnet d'ordres afin d'analyser l'activité de négociation.

Un modèle unique et harmonisé pour la transmission électronique de déclarations de transactions et d'ordres suspects («STOR») devrait faciliter l'échange efficace d'informations sur les ordres et transactions suspects entre les autorités compétentes lors d'enquêtes transfrontières.

- (8) Les champs d'information figurant dans ce modèle de STOR, s'ils sont complétés de manière claire, complète, objective et précise, devraient aider les autorités compétentes à évaluer rapidement ces ordres et transactions suspects et à prendre les mesures qui

s'imposent. Ce modèle de STOR devrait donc permettre aux personnes qui effectuent la STOR de fournir les informations jugées pertinentes par les autorités compétentes au sujet des ordres et transactions suspects ou autres aspects suspects du fonctionnement de la technologie des registres distribués qu'elles déclarent et d'expliquer les motifs de la suspicion. Le modèle de STOR devrait également permettre aux personnes qui effectuent la STOR de communiquer des données à caractère personnel permettant d'identifier les personnes impliquées dans l'activité suspecte et d'aider les autorités compétentes dans la conduite de leurs enquêtes. Ces informations devraient être fournies dès le départ, afin que l'intégrité de l'enquête ne soit pas compromise par la nécessité éventuelle, pour une autorité compétente, de revenir en cours d'enquête vers la personne qui lui a adressé la STOR. Tout traitement de données à caractère personnel au titre du présent règlement devrait être effectué conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil<sup>2</sup> relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données. Le principe de minimisation des données, en particulier, devrait être respecté lorsque des données à caractère personnel sont collectées afin de garantir le respect du présent règlement.

- (9) Pour faciliter la transmission d'une STOR, le modèle devrait permettre de joindre les documents et pièces nécessaires pour étayer la notification, y compris sous la forme d'une annexe énumérant les ordres ou transactions suspects et détaillant leur prix et leur volume. En outre, le modèle de STOR devrait permettre de signaler les comportements suspects liés au fonctionnement de la DLT.
- (10) Les personnes qui organisent ou exécutent à titre professionnel des transactions portant sur des crypto-actifs ne devraient pas notifier tous les ordres reçus, ou toutes les transactions effectuées, qui ont déclenché une alerte interne. Une telle exigence serait incompatible avec l'obligation d'apprécier au cas par cas s'il existe des motifs raisonnables de suspicion.
- (11) L'analyse des ordres, transactions et autres aspects du fonctionnement de la DLT ne devrait pas seulement tenir compte des informations internes de la personne qui organise ou exécute à titre professionnel des transactions portant sur des crypto-actifs, mais de toutes les informations accessibles au public, y compris celles relatives aux transactions intégrées dans un système de registre public.
- (12) Les STOR devraient être transmises sans retard à l'autorité compétente dès lors qu'il existe des motifs raisonnables de suspecter l'existence d'un abus de marché. L'analyse visant à déterminer s'il y a lieu de considérer comme suspect un ordre ou une transaction donné devrait s'appuyer sur des faits, et non sur une spéculation ou une présomption, et devrait être effectuée aussi rapidement que possible en pratique. Reporter la soumission d'une notification afin d'y incorporer d'autres ordres ou transactions suspects ou autres aspects suspects du fonctionnement de la DLT ou accumuler plusieurs STOR serait inconciliable avec l'obligation d'agir sans retard, lorsqu'il existe déjà des soupçons raisonnables. En tout état de cause, les personnes qui organisent ou exécutent à titre professionnel des transactions portant sur des crypto-actifs devraient apprécier au cas par cas si plusieurs ordres, transactions ou

---

<sup>2</sup> Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) (JO L 119 du 4.5.2016, p. 1, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2016/679/oj>).

autres aspects du fonctionnement de la DLT peuvent être notifiés dans une même STOR.

- (13) Dans certaines circonstances, des motifs raisonnables de suspecter un abus de marché peuvent apparaître après que l'activité suspecte a eu lieu, en raison d'événements ultérieurs ou d'informations disponibles ultérieurement. Cela ne devrait pas être une raison pour ne pas déclarer l'activité suspecte à l'autorité compétente. Afin de démontrer le respect des exigences déclaratives dans ces circonstances spécifiques, la personne qui effectue la STOR devrait être en mesure de justifier le temps écoulé entre la survenance de l'activité suspecte et la conception des soupçons raisonnables qu'un abus de marché a été commis, est en train d'être commis ou est susceptible d'être commis.
- (14) Afin d'aider les personnes qui organisent ou exécutent à titre professionnel des transactions portant sur des crypto-actifs à exercer leur jugement lors de l'examen d'ordres ou de transactions suspects ultérieurs, il convient de leur permettre de reprendre et de réexaminer l'analyse des STOR qui ont été transmises, ainsi que des ordres et transactions suspects et comportements suspects liés au fonctionnement de la DLT qui ont été analysés, mais à propos desquels l'autorité compétente a conclu que les motifs de suspicion n'étaient pas raisonnables.
- (15) Afin de prévenir autant que possible les abus de marché, les personnes qui organisent ou exécutent à titre professionnel des transactions portant sur des crypto-actifs devraient être en mesure de perfectionner leurs systèmes de surveillance et de détecter des schémas de comportement répétés, dont l'accumulation, envisagée dans son ensemble, pourrait déboucher sur des soupçons raisonnables d'abus de marché. Ces personnes devraient donc être tenues d'analyser les ordres, transactions, comportements et autres aspects liés au fonctionnement de la technologie des registres distribués qui sont suspects et n'ont pas donné lieu à une STOR, et d'enregistrer ces analyses. Ces dossiers devraient également aider ces personnes à prouver le respect de l'article 92 du règlement (UE) 2023/1114 et devraient faciliter l'exercice, par les autorités compétentes, de leurs fonctions de surveillance, d'enquête et d'application au titre de l'article 92 du règlement (UE) 2023/1114.
- (16) Étant donné que les marchés de crypto-actifs sont intrinsèquement transfrontières, il est nécessaire de préciser les procédures de coordination entre les autorités compétentes en vue de la détection et de la répression des abus de marché dans les situations d'abus de marché comportant une dimension transfrontière. Ces procédures de coordination devraient garantir qu'il n'y a pas de conflit entre plusieurs enquêtes ou activités répressives. Dans ce contexte, les situations d'abus de marché comportant une dimension transfrontière devraient comprendre les cas dans lesquels un crypto-actif admis à la négociation dans un État membre fait l'objet de transactions suspectes dans un autre État membre et les cas dans lesquels le prestataire de services sur crypto-actifs concerné exerce ses activités dans plus d'un État membre.
- (17) Il est nécessaire de prévoir des dispositions pour la transmission des STOR entre les autorités compétentes. Ces exigences sont essentielles, en l'absence d'un régime de déclaration des transactions, pour garantir l'efficacité de la surveillance du marché et l'application de la législation tout en évitant la transmission d'un flux massif d'informations qui ne seraient pas utiles à l'autorité destinataire.
- (18) Le présent règlement se fonde sur le projet de normes techniques de réglementation soumis à la Commission par l'Autorité européenne des marchés financiers (ci-après l'«AEMF»).

- (19) L'AEMF a procédé à des consultations publiques ouvertes sur le projet de normes techniques de réglementation sur lequel se fonde le présent règlement, analysé les coûts et avantages potentiels qu'il implique et sollicité l'avis du groupe des parties intéressées au secteur financier institué par l'article 37 du règlement (UE) n° 1095/2010 du Parlement européen et du Conseil<sup>3</sup>.
- (20) Le Contrôleur européen de la protection des données a été consulté conformément à l'article 42, paragraphe 1, du règlement (UE) 2018/1725<sup>4</sup> et a rendu son avis le 22 janvier 2025,

A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

### *Article premier*

#### *Définitions*

Aux fins du présent règlement, on entend par:

1. «déclaration de transactions et d'ordres suspects» (STOR — *suspicious transaction and order report*), la déclaration d'ordres ou de transactions suspects, y compris de toute annulation ou modification les concernant, et d'autres aspects du fonctionnement de la DLT lorsque des circonstances pourraient indiquer qu'un abus de marché a été commis, est en train d'être commis ou est susceptible d'être commis;
2. «moyens électroniques»: les moyens électroniques de traitement (y compris la compression numérique), de stockage et de transmission de données par câble, ondes radio, technologie optique ou tout autre moyen électromagnétique;
3. «groupe»: un groupe au sens de l'article 2, point 11, de la directive 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil<sup>5</sup>;
4. «ordre»: tout ordre, y compris toute cotation, que sa finalité soit la soumission initiale, la modification, l'actualisation ou l'annulation d'un ordre, et quel qu'en soit le type;

### *Article 2*

#### *Exigences générales*

1. Les personnes qui organisent ou exécutent à titre professionnel des transactions portant sur des crypto-actifs établissent et maintiennent des dispositifs, systèmes et procédures qui garantissent:
  - (a) une surveillance effective et constante, aux fins de la prévention, de la détection et de l'identification des ordres et des transactions pour lesquels des

---

<sup>3</sup> Règlement (UE) n° 1095/2010 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des marchés financiers), modifiant la décision n° 716/2009/CE et abrogeant la décision 2009/77/CE de la Commission (JO L 331 du 15.12.2010, p. 84).

<sup>4</sup> Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39).

<sup>5</sup> Directive 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative aux états financiers annuels, aux états financiers consolidés et aux rapports y afférents de certaines formes d'entreprises, modifiant la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil (JO L 182 du 29.6.2013, p. 19).

circonstances pourraient indiquer qu'un abus de marché a été commis, est en train d'être commis ou est susceptible d'être commis, de tous les ordres reçus et transmis et de toutes les transactions sur crypto-actifs exécutées;

- (b) une surveillance effective et constante des aspects du fonctionnement de la DLT, aux fins de la détection et de l'identification d'autres aspects du fonctionnement de la technologie des registres distribués, y compris le mécanisme de consensus, pour lesquels des circonstances pourraient indiquer qu'un abus de marché a été commis, est en train d'être commis ou est susceptible d'être commis;
  - (c) la transmission de STOR aux autorités compétentes conformément aux exigences énoncées dans le présent règlement et suivant le modèle joint en annexe.
2. Les obligations visées au paragraphe 1 s'appliquent aux ordres, transactions et autres aspects du fonctionnement de la DLT susceptibles de constituer des abus de marché et s'appliquent indépendamment:
- (a) du titre auquel l'ordre est passé ou la transaction exécutée;
  - (b) des types de clients concernés;
  - (c) du fait que les ordres ont été passés, ou les transactions exécutées, sur ou en dehors d'une plate-forme de négociation.
3. Les personnes qui organisent ou exécutent à titre professionnel des transactions portant sur des crypto-actifs veillent à ce que les dispositifs, systèmes et procédures visés au paragraphe 1:
- (a) soient adaptés et proportionnés à l'échelle, au volume et à la nature de leurs activités;
  - (b) soient régulièrement évalués, au moins dans le cadre d'un audit et d'un réexamen interne annuels, et mis à jour si nécessaire;
  - (c) fassent l'objet d'une documentation écrite claire, indiquant leurs modifications ou mises à jour éventuelles, aux fins du présent règlement, et à ce que les informations figurant dans cette documentation soient conservées pendant une période de cinq ans.
4. Les personnes qui organisent ou exécutent à titre professionnel des transactions portant sur des crypto-actifs fournissent à l'autorité compétente, sur demande, les informations relatives à l'évaluation visée au paragraphe 3, y compris des informations sur le niveau d'automatisation mis en place.

### *Article 3*

#### *Prévention, surveillance et détection*

1. Les dispositifs, systèmes et procédures visés à l'article 92, paragraphe 1, du règlement (UE) 2023/1114:
- (a) couvrent toute la gamme des activités de négociation exercées par les personnes qui organisent ou exécutent à titre professionnel des transactions portant sur des crypto-actifs;
  - (b) émettent des alertes indiquant les activités qui requièrent une analyse plus approfondie aux fins de la détection d'éventuels abus de marché;

- (c) permettent aux prestataires de services sur crypto-actifs qui exploitent une plate-forme de négociation:
    - i) d'effectuer une analyse individuelle et comparative de chaque transaction exécutée, et de chaque ordre passé, modifié, annulé ou rejeté dans les systèmes de la plate-forme de négociation;
    - ii) de prévenir l'apparition de comportements répétés observés sur cette même plate-forme de négociation;
  - (d) permettent aux personnes qui organisent ou exécutent à titre professionnel des transactions portant sur des crypto-actifs d'effectuer une analyse individuelle et comparative de chaque transaction exécutée et de chaque ordre passé, modifié, annulé ou rejeté dans ou en dehors d'une plate-forme de négociation, que ces ordres et transactions soient ou non passés et exécutés au moyen du registre distribué, et des aspects du fonctionnement de la DLT qui pourraient constituer des abus de marché.
2. Les personnes qui organisent ou exécutent à titre professionnel des transactions portant sur des crypto-actifs mettent en place et maintiennent des dispositifs et des procédures qui garantissent un niveau approprié d'analyse humaine dans la prévention, la surveillance, la détection et l'identification des transactions, ordres et autres aspects du fonctionnement de la technologie des registres distribués qui indiquent la probabilité ou l'existence de comportements d'abus de marché. Les personnes qui organisent ou exécutent à titre professionnel des transactions portant sur des crypto-actifs ne collectent des données à caractère personnel supplémentaires que dans le seul but de garantir une analyse humaine appropriée.
3. Aux fins de l'article 92, paragraphe 1, du règlement (UE) 2023/1114, les personnes qui organisent ou exécutent à titre professionnel des transactions portant sur des crypto-actifs utilisent, dans une mesure adaptée et proportionnée à l'échelle, au volume et à la nature de leurs activités, des systèmes de TIC.
- Les systèmes de TIC visés au premier alinéa comprennent des systèmes informatiques permettant de procéder à une lecture automatique différée, de revoir et d'analyser les données du carnet d'ordres. Ces systèmes disposent d'une capacité suffisante pour opérer dans un environnement de trading algorithmique.
- Aux fins du deuxième alinéa, on entend par «trading algorithmique» la négociation de crypto-actifs dans laquelle un algorithme informatique détermine automatiquement les différents paramètres des ordres, notamment la décision de lancer l'ordre, la date et l'heure, le prix ou la quantité de l'ordre, ou la manière de gérer l'ordre après sa soumission, avec une intervention humaine limitée ou sans intervention humaine, ce qui ne comprend pas les systèmes utilisés uniquement pour acheminer des ordres vers une ou plusieurs plates-formes de négociation ou pour le traitement d'ordres n'impliquant la détermination d'aucun paramètre de négociation ou pour la confirmation des ordres ou pour exécuter les ordres de clients ou pour le traitement post-négociation des transactions exécutées.
4. Les personnes qui organisent ou exécutent à titre professionnel des transactions portant sur des crypto-actifs peuvent, par un accord écrit, externaliser auprès d'un tiers ou déléguer à une personne morale faisant partie du même groupe, au sens de l'article 2, point 11, de la directive 2013/34/UE du Parlement européen et du

Conseil<sup>6</sup> (ci-après les «prestataires») les fonctions liées à la prévention, à la surveillance, à la détection et à l'identification des ordres, transactions et autres aspects du fonctionnement de la DLT qui pourraient constituer des abus de marché, dont l'analyse des données, y compris les données des ordres et des transactions, et l'émission des alertes. Les personnes qui délèguent ou externalisent ces fonctions demeurent pleinement responsables du respect de toutes les obligations qui leur incombent en vertu du présent règlement et de l'article 92 du règlement (UE) 2023/1114. Lorsque ces fonctions sont externalisées auprès d'un tiers, les personnes qui procèdent à cette externalisation respectent à tout moment les exigences +i de sa publication au Journal officiel de l'Union européenne.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 29.4.2025

*Par la Commission*  
*La présidente*  
*Ursula VON DER LEYEN*

---

<sup>6</sup> Directive 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative aux états financiers annuels, aux états financiers consolidés et aux rapports y afférents de certaines formes d'entreprises, modifiant la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil (JO L 182 du 29.6.2013, p. 19, ELI: <http://data.europa.eu/eli/dir/2013/34/oj>).